

Bijlage 2

LESONDERWERPEN VOOR HET EXAMEN MET HET OOG OP VER VERKRIJGEN VAN HET GETUIGSCHRIFT VAN PEDAGOGISCHE BEKWAAMEID						
Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap Afdeling « Onderwijs en Vorming » Gospertstraße 1 4700 Eupen		Naam/Meisjesnaam : Voorna(a)m(en) : Telefoon : School waar het examen wordt afgelegd :			
Lesonderwerp	Studiejaar (1)	Studierichting (2)	Vak (3)	Leraar	Datum tijdtip	Eventuele opmerkingen
(1) bijvoorbeeld : 3 ^e technisch kwalificatiejaar (2) bijvoorbeeld : Toerisme - Talen (3) bij voorbeeld : Bestuursinformatica						

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 2491

[C - 2008/31378]

**4 MAI 2006. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française
relatif au subventionnement des centres agréés de Formation permanente pour les Classes moyennes
et les Petites et Moyennes Entreprises**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises, approuvé par le décret du 18 décembre 1995, notamment les articles 5, 8 et 20bis, remplacés ou insérés par l'avenant le 4 juin 2003, approuvé par le décret du 17 juillet 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 février 2006;

Vu l'accord de la Membre du Collège chargée du Budget;

Vu l'avis 40.115/2 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

– Ministre : le Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises;

– Commission : la Commission communautaire française;

– Service : le service à gestion séparée « Service Formation P.M.E. »;

– Centre : tout centre de formation permanente des classes moyennes et des petites et moyennes entreprises agréé par la Commission communautaire française;

– Accord de coopération : l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises, modifié par avenant le 4 juin 2003;

- Formation : la formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises;
- Formateurs : les formateurs, tels que visés dans le règlement du 16 décembre 1999 applicable aux formateurs de la formation permanente, engagés à durée indéterminée;
- Educateurs : les éducateurs, tels que visés dans le règlement relatif aux éducateurs du 20 décembre 2001, engagés à durée indéterminée;
- Chargés de cours : les formateurs, les conférenciers ou tout autre personne effectuant ses prestations dans le cadre des cours agréés, qui ne sont pas engagés à durée indéterminée;
- Formation en apprentissage : la formation en apprentissage telle que définie à l'article 2 de l'accord de coopération;
- Formation de chef d'entreprise : la formation de chef d'entreprise telle que définie à l'article 6 de l'accord de coopération;
- Formation continue : la formation continue telle que définie à l'article 9 de l'accord de coopération;
- Formation de base : la formation de base vise la formation en apprentissage et la formation de chef d'entreprise.

CHAPITRE II. — *Du subventionnement*

Section I^{re}. — Dispositions générales

Art. 3. Dans la limite des crédits budgétaires, une subvention annuelle est octroyée au Centre pour l'exercice de ses missions prévues à l'article 22 de l'accord de coopération.

Le Ministre détermine annuellement le montant de la subvention octroyée au Centre.

Art. 4. La subvention annuelle prévue à l'article 3 du présent arrêté vise à couvrir :

- des frais de « fonctionnement »;
- des frais de « personnel »;
- des frais « d'infrastructure »;
- des frais « exceptionnels ».

Section II. — Des frais de fonctionnement

Art. 5. Les frais de fonctionnement se rapportent aux frais liés à l'organisation et au fonctionnement des activités agréées visées à l'article 22 de l'accord de coopération et sont énoncés dans la liste des frais de fonctionnement reprise à l'annexe I^{re} du présent arrêté.

Art. 6. Les frais de fonctionnement peuvent notamment couvrir, après avis d'opportunité du Service et sur autorisation du Ministre, les frais liés à l'acquisition ou à la location de mobilier et matériel du bureau, de mobilier et matériel scolaire, de matériel didactique et d'équipements pour les ateliers et laboratoires qui dépassent 250 EUR H.T.V.A.

Art. 7. Le mobilier et matériel acquis sont la propriété du Centre mais doivent faire l'objet d'une inscription distincte dans l'inventaire du patrimoine du Centre.

Art. 8. § 1^{er}. Le mobilier et le matériel acquis peuvent être aliénés après autorisation du Ministre.

§ 2. Le produit de la vente du mobilier ou du matériel acquis doit être affecté aux frais couverts par le subventionnement.

Art. 9. § 1^{er}. Les frais de fonctionnement couvrent également le paiement des jetons de présence :

- des chargés de cours qui sont en missions organisées dans le cadre de la formation;
- des formateurs qui ont participé aux interrogatoires oraux finaux de la formation;
- des membres des commissions d'examens organisés dans le cadre de la formation, à l'exception des membres des commissions engagés sous contrat de travail à durée indéterminée;

§ 2. Les jetons de présence sont accordés pour des séances qui durent au moins 2 heures et demie.

§ 3. Le montant des jetons de présence s'élèvent à € 24,17. Lorsqu'une seconde séance est tenue la même journée, le montant du jeton de présence pour cette seconde séance est ramené à € 16,36.

Lorsqu'une séance dépasse une durée de 5 heures, le montant du jeton de présence s'élève à € 40,53.

Art. 10. Les frais de fonctionnement couvrent également le paiement :

- des frais de déplacement du personnel visé à l'article 11 qui sont en missions organisées dans le cadre de la formation, moyennant pièces justificatives et selon les modalités prévues dans l'arrêté du 7 février 2002 du Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale portant réglementation en matière de frais de parcours;

des frais de déplacement des apprentis qui suivent régulièrement pendant l'apprentissage des cours de connaissances professionnelles et moyennant pièces justificatives. L'intervention est limitée à la partie des frais qui excèdent 5,00 EUR pour un trajet aller-retour.

Section III. — Des frais du personnel

Art. 11. § 1^{er}. Les frais de personnel couvrent les rémunérations des formateurs et des éducateurs ainsi que les rémunérations et honoraires des chargés de cours.

Art. 12. Les rémunérations et honoraires visés à l'article 11 sont calculés selon les barèmes fixés aux annexes II, III, IV et V du présent arrêté.

Art. 13. Les frais de personnel couvrent également les charges patronales afférentes aux rémunérations et honoraires visés à l'article 11 et le paiement du pécule de vacances.

Section IV. — Des frais d'infrastructure

Art. 14. § 1^{er}. Les frais d'infrastructure visent les frais liés à la location, l'acquisition, la construction, l'extension, la transformation ou l'aménagement des bâtiments au sein desquels sont organisées les activités de la formation.

§ 2. Lorsqu'il s'agit d'une location de bâtiments au sein desquels sont organisées les activités de la formation, l'octroi de la subvention pour frais d'infrastructure dépend de la production d'un bail dont les dispositions doivent être approuvées par le Ministre.

§ 3. Lorsqu'il s'agit d'une acquisition, construction, extension, transformation ou aménagement de bâtiments au sein desquels sont organisées les activités de la formation, la subvention pour frais d'infrastructure doit permettre au Centre de supporter les charges d'un emprunt dont le montant et les conditions sont fixés ou acceptés par le Ministre.

Art. 15. Les frais d'infrastructure peuvent également couvrir, après accord du Ministre, les grosses réparations d'une valeur minimale de 12.500,00 EUR H.T.V.A. ainsi que les réparations relatives au gros œuvre ou à des travaux de mise en conformité aux normes d'environnement et de sécurité.

Art. 16. Le service surveille le bon déroulement des travaux faisant l'objet d'une subvention lors des réceptions provisoire et définitive des dits travaux.

Section V. — Des frais exceptionnels

Art. 17. Sur autorisation du Ministre, des frais exceptionnels liés à des frais engagés pour la formation peuvent être couverts par la subvention annuelle.

CHAPITRE III. — Fixation, liquidation et contrôle du subventionnement

Art. 18. Sans préjudice de ses obligations légales, le Centre doit tenir une comptabilité qui fait apparaître une distinction entre les frais couverts par le subventionnement et les frais couverts par les recettes propres du Centre.

Art. 19. Le Centre doit établir son budget en subdivisant les dépenses et les recettes par type de formation. Par type de formation, on entend la formation en apprentissage, la formation de chef d'entreprise et la formation continue. Ces subventions doivent elle-mêmes être subdivisées en tenant compte des types de frais tels que définis à l'article 4 du présent arrêté.

Art. 20. Le projet de budget est rentré annuellement auprès du Service. Il est accompagné d'un tableau prévisionnel des dépenses admissibles établi par type de frais.

Art. 21. La liquidation du montant ordonnancé s'effectue par tranche trimestrielles et selon les modalités suivantes :

- une première tranche de 30 % versée au plus tard le 15 février;
- une seconde tranche de 30 % versée au plus tard le 15 mai;
- une troisième tranche de 30 % versée au plus tard le 15 septembre.

Le solde restant est versé au plus tard le 30 octobre de l'année qui suit après vérification par le Service des pièces justificatives.

Art. 22. Ces pièces justificatives doivent être remises par le Centre au plus tard le 30 juin de l'année qui suit, accompagnées d'un tableau récapitulatif de toutes les dépenses admissibles établi en tenant compte des types de frais tels que définis à l'article 4 du présent arrêté.

Ces pièces justificatives sont toutes factures, reçus, notes, contrats ou toutes autres preuves de paiement permettant de justifier les dépenses réelles.

Toute dépense non justifiée ou dont la justification n'est pas admissible vient en déduction du solde.

Si la partie de la subvention annuelle non justifiée est supérieure au solde, la partie supérieure au solde vient en déduction de la subvention à laquelle le Centre peut prétendre lors de l'exercice suivant.

Le tableau récapitulatif des frais de personnel doit être accompagné d'un justificatif du nombre d'heures de cours agréées et prestées ainsi que les fiches de rémunération et d'honoraires payées pour ce nombre d'heures de cours.

CHAPITRE IV. — Des frais de constitution de dossiers

Art. 23. Les frais de constitution de dossiers, nés de la conclusion d'un contrat d'apprentissage ou d'une convention de stage, qui sont à charge du chef d'entreprise, sont perçus par le Service.

Le montant des frais de constitution de dossiers s'élèvent à :

- 75 EUR pour les contrats d'apprentissage;
- 128 EUR pour les conventions de stage.

Art. 24. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 23 du présent arrêté, il sera pas demandé de frais de dossiers dans les cas suivants :

- en cas de conclusion d'un nouveau contrat suite à une rupture de contrat pendant la période d'essai, pour autant que ce nouveau contrat soit signé dans les 6 mois de la rupture de l'ancien;
- en cas de modification de forme juridique, de dénomination sociale ou de changement d'adresse;
- en cas de changement de profession en cours de contrat au sein de la même entreprise;
- en cas de changement du gestionnaire de dossier.

§ 2. En cas de passage d'un contrat d'apprentissage à une convention de stage, un complément de 53 EUR sera demandé au chef d'entreprise.

§ 3. En cas de passage d'une convention de stage à un contrat d'apprentissage, aucun remboursement de la différence ne sera versé au chef d'entreprise.

Art. 25. La rupture d'un contrat sans renouvellement d'un nouveau contrat, ne donne pas lieu au remboursement des frais de dossier.

Art. 26. Les recettes liées à ces frais de dossiers sont versées à raison de 66 % au Centre et doivent être affectées aux frais de fonctionnement visés à la section II du présent arrêté.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales et abrogatoires*

Art. 27. Les bénéfices engendrés par le Centre, notamment par le biais de l'organisation de la formation continue, doivent être affectés prioritairement aux frais engendrés par la formation de base et après approbation par le Ministre d'un plan de réaffectation proposé par le Centre.

Art. 28. Le règlement du Conseil d'administration de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises du 20 mai 1999 fixant l'intervention financière de l'Institut dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises, réglée par l'accord de coopération, est abrogé pour ce qui concerne la compétence de la Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises qui relève de la Commission communautaire française.

Art. 29. Le Membre du Collège, qui à la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 30. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2006.

Bruxelles, le 4 mai 2006.

Pour le Collège :

Mme Fr. DUPUIS,

La Ministre, Membre du Collège, chargée de la Formation professionnelle et permanente
des Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises

B. CEREXHE,

Le Ministre-Président du Collège

ANNEXES

Annexe I^{re}. — Dépenses admissibles pour la Justification des frais de fonctionnement de la subvention annuelle des centres agréés de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

1. Les frais de déplacement visés à l'article 10 du présent arrêté
 2. Les frais liés aux examens, en ce compris les frais de jetons de présence visé à l'article 9 du présent arrêté
 3. Les frais d'assurance
 4. Les frais liés aux prestations administratives et comptables internes du Centre
 5. Les frais de révisorat externe
 6. Les frais liés au secrétariat social
 7. Les frais de locaux (eau, électricité, chauffage)
 8. Les frais d'approvisionnement en matières premières et fourniture liés directement à la formation de base
 9. Les frais d'équipements visés à l'article 6 du présent arrêté
 10. Les frais d'entretien et de réparation du mobilier et matériel scolaire, du matériel didactique et des équipements pour les ateliers et laboratoires
 11. Les frais de bureau
 12. Les frais de publicité et de promotion
 13. Les frais de télécommunication (téléphone, télécopie, timbres fiscaux,...)
 14. Les frais liés aux charges fiscales d'exploitation
 15. Les frais d'assistance et consultance informatiques
 16. Les frais de gardiennage et de surveillance
 17. Les frais d'honoraires des avocats
 18. Les frais liés au consortium de validation des compétences
- Vu pour être annexé à l'arrêté du 4 mai 2006.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

B. CEREXHE,

Ministre-Président

Mme F. DUPUIS,

Ministre chargée de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes
et les Petites et Moyennes Entreprises

Annexe II. — Barèmes pour les formateurs principaux

Les formateurs principaux sont ceux visés dans le règlement du 29 juin 2000 applicable aux formateurs principaux du réseau de l'IFPME en vigueur le 1^{er} septembre 2000.

Ancienneté	Traitement annuel au 01/09/2005	Traitement mensuel au op 01/09/2005
0	27 298,31	2 274,86
1	28 055,84	2 337,99
2	28 813,35	2 401,11
3	29 570,85	2 464,24
5	30 813,27	2 567,77
7	32 055,67	2 671,31
9	33 298,12	2 774,84
11	34 540,52	2 878,38
13	35 782,91	2 981,91
15	37 025,31	3 085,44
17	38 267,73	3 188,98
19	39 510,12	3 292,51
21	40 752,52	3 396,04
23	41 994,94	3 499,58
25	43 237,34	3 603,11
27	44 479,76	3 706,65

Ces montants sont indexés conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et sont liés à l'indice pivot 1,3728 du 1^{er} septembre 2005.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 4 mai 2006.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

B. CEREXHE,
Ministre-Président

Mme F. DUPUIS,
Ministre chargée de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes
et les Petites et Moyennes Entreprises

Annexe III. — Barèmes pour les formateurs de connaissances générales

Les formateurs de connaissances générales sont ceux visés dans le règlement du 16 décembre 1999 applicable aux formateurs de la formation permanente en vigueur le 1^{er} janvier 2000.

Ancienneté	Barème au 01/09/2005
0	2 150,86
1	2 181,80
2	2 212,77
3	2 243,61
5	2 294,47
7	2 346,18
9	2 397,97
11	2 449,70
13	2 553,25
15	2 656,77
17	2 760,29
19	2 863,84
21	2 967,36
23	3 070,91

Ancienneté	Barème au 01/09/2005
25	3 174,43
27	3 277,97

Ces montants sont indexés conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et sont liés à l'indice pivot 1,3728 du 1^{er} septembre 2005.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 4 mai 2006.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

B. CEREXHE,
Ministre-Président

Mme F. DUPUIS,
Ministre chargée de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes
et les Petites et moyennes Entreprises

Annexe IV. — Barèmes pour les éducateurs

Les éducateurs sont ceux visés dans le règlement relatif aux éducateurs du 20 décembre 2001.

Ancienneté	Traitement annuel au 01/09/2005	Traitement mensuel au 01/09/2005
0	22 223,75	1 851,98
1	22 966,53	1 913,88
2	23 709,31	1 975,78
3	24 452,05	2 037,67
5	25 670,38	2 139,20
7	26 911,35	2 242,61
9	28 154,26	2 346,19
11	29 396,07	2 449,67
13	30 638,46	2 553,21
15	31 880,83	2 656,74
17	33 123,19	2 760,27
19	34 365,56	2 863,80
21	35 607,95	2 967,33
23	36 850,32	3 070,86
25	38 092,68	3 174,39
27	39 335,07	3 277,92

Ces montants sont indexés conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et sont liés à l'indice pivot 1,3728 du 1^{er} septembre 2005.

B. CEREXHE,
Ministre-Président

F. DUPUIS,
Ministre chargée de la Formation professionnelle et permanente des Classes Moyennes
et les petites et moyennes entreprises

Annexe V. — Barèmes pour les charges de cours

Les coûts horaires bruts des chargés de cours sont les suivants :

1. Cours d'apprentissage : € 21,26
2. Cours chef d'entreprise : € 25,16
3. Cours en formation continue : € 32,50

Lorsque les chargés de cours sont des indépendants, ces barèmes sont augmentés de 30 %.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 4 mai 2006.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

B. CEREXHE,
Ministre-Président

Mme F. DUPUIS,
Ministre chargée de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes
et les Petites et Moyennes Entreprises

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2008 — 2491

[C — 2008/31378]

4 MEI 2006. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de betoelaging van de erkende centra voor de permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 20 februari 1995 voor de permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de K.M.O.'s en de voogdij over het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises » (Instituut voor Permanente Vorming ten behoeve van de Middenstand en de K.M.O.'s), goedgekeurd bij decreet van 18 december 1995, inzonderheid op de artikelen 5, 8 en 20bis, vervangen of ingevoegd door het aanhangsel van 4 juni 2003, goedgekeurd bij decreet van 17 juli 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 februari 2006;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met Begroting;

Gelet op het advies 40.115/2 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van het Lid van het College belast met beroepsopleiding en permanente vorming ten behoeve van de middenstand;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

Art. 2. In dit besluit wordt verstaan onder :

- Minister : het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met beroepsopleiding en Permanente Vorming ten behoeve van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen;
- Commissie : de Franse Gemeenschapscommissie;
- Dienst : de dienst met afzonderlijk beheer « Dienst Vorming K.M.O.'s »;
- Centrum : elk centrum voor permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen dat door de Franse Gemeenschapscommissie erkend is;
- samenwerkingsakkoord : het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest betreffende de permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de voogdij over het Instituut voor Permanente Vorming ten behoeve van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, gewijzigd bij aanhangsel van 4 juni 2003;
- vorming : de permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;
- vormingswerkers : de vormingswerkers, zoals bedoeld in het reglement van 16 december 1999 dat van toepassing is op de vormingswerkers van de permanente vorming, die voor onbepaalde tijd aangeworven zijn;
- educatieve medewerkers : de educatieve medewerkers, zoals bedoeld in het reglement betreffende de educatieve medewerkers van 20 december 2001, die voor onbepaalde tijd aangeworven zijn;
- lesgevers : de vormingswerkers, sprekers of elke andere persoon die prestaties verricht in het kader van de erkende cursussen, die niet voor onbepaalde tijd aangeworven zijn;
- leertijd : de leertijd zoals bepaald in artikel 2 van het samenwerkingsakkoord;
- ondernemersopleiding : de ondernemersopleiding zoals bepaald in artikel 6 van het samenwerkingsakkoord;
- voortgezette opleiding : de voortgezette opleiding zoals bepaald in artikel 9 van het samenwerkingsakkoord;
- basisopleiding : de basisopleiding heeft betrekking op de leertijd en de ondernemersopleiding.

HOOFDSTUK II. — *Betoelaging**Afdeling I. — Algemene bepalingen*

Art. 3. Binnen de perken van de begrotingskredieten wordt aan het Centrum een jaarlijkse toelage toegekend voor de uitoefening van de in artikel 22 van het samenwerkingsakkoord bepaalde opdrachten.

De Minister stelt jaarlijks het bedrag vast van de toelage die aan het Centrum wordt toegekend.

Art. 4. De in artikel 2 van dit besluit bedoelde jaarlijkse toelage wordt bestemd voor het dekken van :

- de werkingskosten;
- de personeelskosten;
- de infrastructuurkosten;
- de bijzondere kosten.

Afdeling II. — Werkingskosten

Art. 5. De werkingskosten hebben betrekking op de kosten voor de organisatie en de werking van de in artikel 22 van het samenwerkingsakkoord bedoelde erkende activiteiten en staan vermeld in de in bijlage I van dit besluit opgenomen lijst met werkingskosten.

Art. 6. De werkingskosten kunnen onder meer dienen om, na ontvangst van het opportuniteitsadvies van de Dienst en mits toelating van de Minister, de kosten te dekken die verbonden zijn aan de aankoop of het huren van kantoormeubilair en -materiaal, schoolmeubilair en -materiaal, didactisch materiaal en de uitrusting voor werkplaatsen en laboratoria en die meer dan 250 euro excl. BTW bedragen.

Art. 7. Het aangekochte meubilair en materiaal is eigendom van het Centrum, maar moet afzonderlijk ingeschreven worden in de inventaris van het vermogen van het Centrum.

Art. 8. § 1. Het aangekochte meubilair en materiaal kunnen worden vervreemd na machtiging van de Minister.

§ 2. De opbrengst van de verkoop van het aangekochte meubilair of materiaal moet bestemd worden voor de kosten die door de toelage gedekt worden.

Art. 9. § 1. De werkingskosten omvatten ook de uitbetaling van de presentiegelden :

- van de lesgevers die in het kader van de vorming op missie zijn;
- van de vormingswerkers die aanwezig zijn bij het mondelinge eindexamen van de vorming;
- van de leden van de examencommissies die in het kader van de vorming georganiseerd worden, met uitzondering van de commissieleden die aangeworven zijn onder arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd.

§ 2. Er wordt presentiegeld toegekend voor vergaderingen van minstens twee en een half uur.

§ 3. Het presentiegeld bedraagt € 24,17. Als er dezelfde dag een tweede vergadering wordt gehouden, wordt het bedrag van het presentiegeld voor de tweede vergadering teruggebracht tot € 16,36. Als een vergadering langer dan 5 uur duurt, bedraagt het presentiegeld € 40,53.

Art. 10. De werkingskosten omvatten eveneens de terugbetaling :

– van de verplaatsingskosten van het in artikel 10 bedoelde personeel dat in het kader van de vorming op missie is, mits voorlegging van bewijsstukken en overeenkomstig de regels bepaald in het besluit van 7 februari 2002 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende reglementering inzake parkoerskosten.

– van de verplaatsingskosten van de leerlingen die tijdens de leertijd regelmatig cursussen beroepskennis volgen en mits voorlegging van bewijsstukken. De tussenkomst wordt beperkt tot het deel van de kosten dat het bedrag van 5,00 euro overschrijdt voor een heen- en terugreis.

Afdeling III. — Personeelskosten

Art. 11. § 1. De personeelskosten omvatten de bezoldigingen van de vormingswerkers en de educatieve medewerkers, evenals de bezoldigingen en honoraria van de lesgevers.

Art. 12. De in artikel 10 bedoelde bezoldigingen en honoraria worden berekend op basis van de in bijlagen II, III, IV en V van dit besluit vastgestelde salarisschalen.

Art. 13. De personeelskosten omvatten ook de werkgeverslasten met betrekking tot de in artikel 10 bedoelde bezoldigingen en honoraria en de uitbetaling van het vakantiegeld.

Afdeling IV. — Infrastructuurkosten

Art. 14. § 1. De infrastructuurkosten hebben betrekking op de kosten voor het huren, aankopen, bouwen, uitbreiden, verbouwen of inrichten van de gebouwen waarin de activiteiten van de vorming georganiseerd worden.

§ 2. Indien de gebouwen waarin de activiteiten van de vorming georganiseerd worden, gehuurd worden, hangt de toekenning van de toelage voor infrastructuurkosten af van de voorlegging van een huurovereenkomst waarvan de bepalingen door de Minister goedgekeurd moeten zijn.

§ 3. Indien het gaat om het aankopen, bouwen, uitbreiden, verbouwen of inrichten van gebouwen waarin de activiteiten van de vorming georganiseerd worden, moet de toelage voor infrastructuurkosten het Centrum toelaten de lasten te dragen van een lening waarvan het bedrag en de voorwaarden door de Minister bepaald of aanvaard zijn.

Art. 15. De infrastructuurkosten kunnen, na akkoord van de Minister, ook zware herstellingswerken omvatten voor een minimumwaarde van 12.500,00 euro excl. BTW, evenals herstellingen met betrekking tot de ruwbouw of werken om de gebouwen in overeenstemming te brengen met de milieu- en veiligheidsvoorschriften.

Art. 16. De Dienst ziet toe op het goede verloop van de werkzaamheden waarvoor een toelage wordt toegekend bij de voorlopige en de definitieve oplevering van de genoemde werkzaamheden.

Afdeling V. — Bijzondere kosten

Art. 17. Mits toelating van de Minister kunnen bijzondere kosten die verband houden met kosten die voor de vorming gemaakt worden door de jaarlijkse toelage gedekt worden.

HOOFDSTUK III. — Vaststelling, vereffening en controle van de toelage

Art. 18. Onverminderd zijn wettelijke verplichtingen, dient het Centrum een boekhouding bij te houden waarin een onderscheid wordt gemaakt tussen de kosten die door de toelage gedekt worden en de kosten die door de eigen inkomsten van het Centrum gedekt worden.

Art. 19. Het Centrum dient bij de opmaak van zijn begroting de uitgaven en inkomsten op te delen per type opleiding. Onder type opleiding wordt verstaan : de leertijd, de ondernemersopleiding en de voortgezette opleiding. Deze opdeling dient op haar beurt verder te worden opgesplitst op grond van de verschillende soorten kosten, zoals bepaald in artikel 3 van dit besluit.

Art. 20. De ontwerpbegroting wordt jaarlijks ingediend bij de Dienst. Ze dient vergezeld te zijn van een tabel met de voorziene toegestane uitgaven per soort kosten.

Art. 21. De vereffening van het geordonnanceerde bedrag gebeurt via driemaandelijkse schijven en op grond van de volgende modaliteiten :

- een eerste schijf van 30 % die uiterlijk op 15 februari wordt gestort;
- een tweede schijf van 30 % die uiterlijk op 15 mei wordt gestort;
- een derde schijf van 30 % die uiterlijk op 15 september wordt gestort.

Het restbedrag wordt, na verificatie van de bewijsstukken door de Dienst, uiterlijk op 30 oktober van het volgende jaar gestort.

Art. 22. Deze bewijsstukken moeten ten laatste op 30 juni van het volgende jaar door het Centrum worden overgemaakt, vergezeld van een samenvattende tabel van alle toegestane uitgaven opgemaakt per soort kosten, zoals bepaald in artikel 3 van dit besluit.

Deze bewijsstukken omvatten alle facturen, ontvangstbewijzen, nota's, contracten en alle andere betalingsbewijzen ter staving van de werkelijke uitgaven.

Elke niet gerechtvaardigde uitgave of uitgave waarvan de verantwoording niet aanvaardbaar is, wordt afgetrokken van het restbedrag.

Als het niet gerechtvaardigde deel van de jaarlijkse toelage groter is dan het restbedrag, wordt het deel dat groter is dan het restbedrag afgetrokken van de toelage waar het Centrum het volgende boekjaar aanspraak op kan maken.

De samenvattende tabel van de personeelskosten dient vergezeld te zijn van een bewijsstuk met het aantal erkende en gepresteerde lesuren, samen met de loonfiches en honorariumfiches voor dit aantal lesuren.

HOOFDSTUK IV. — *Kosten voor de samenstelling van de dossiers*

Art. 23. De kosten voor de samenstelling van de dossiers, voortkomend uit het afsluiten van een leercontract of stageovereenkomst, die ten laste zijn van de bedrijfsleider, worden geïnd door de Dienst.

De kosten voor de samenstelling van de dossiers bedragen :

- 75 euro voor de leercontracten;
- 128 euro voor de stageovereenkomsten.

Art. 24. § 1. In afwijking van artikel 23 van dit besluit zullen er geen dossierkosten worden aangerekend in de volgende gevallen :

- als er een nieuw contract wordt afgesloten nadat het oorspronkelijke contract tijdens de proeftijd werd verbroken, voor zover dat het nieuwe contract binnen de zes maanden na het verbreken van het oude contract getekend wordt;
- als de rechtsvorm, de handelsnaam of het adres wijzigt;
- als er tijdens de looptijd van het contract sprake is van een wijziging van beroep binnen dezelfde onderneming;
- als er een verandering van dossierbeheerder plaatsvindt.

§ 2. Als het leercontract wordt omgezet in een stageovereenkomst, wordt aan de bedrijfsleider een toeslag van 53 euro gevraagd.

§ 3. Als de stageovereenkomst wordt omgezet in een leercontract, wordt het verschil niet terugbetaald aan de bedrijfsleider.

Art. 25. De verbreking van een contract zonder dat een nieuw contract wordt afgesloten, geeft geen recht op terugbetaling van de dossierkosten.

Art. 26. De opbrengsten uit de dossierkosten worden voor 66 % aan het Centrum gestort en moeten voor de in Afdeling II van dit besluit bedoelde werkingskosten worden bestemd.

HOOFDSTUK V. — *Slot- en opheffingsbepalingen*

Art. 27. De winsten die het Centrum maakt, moeten prioritair worden bestemd voor de kosten die voortkomen uit de basisopleiding en na goedkeuring door de Minister van een door het Centrum voorgesteld herbestemmingsplan.

Art. 28. Het reglement van de Raad van Bestuur van het Instituut voor Permanente vorming ten behoeve van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen van 20 mei 1999 tot vaststelling van de financiële tussenkomst van het Instituut in de Permanente Vorming ten behoeve van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, die door het samenwerkingsakkoord wordt geregeld, wordt opgeheven wat betreft de bevoegdheid van de Permanente Vorming ten behoeve van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen die ressorteert onder de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 29. Het Lid van het College dat bevoegd is voor de Beroepsopleiding en de Permanente Vorming ten behoeve van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 30. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2006.

Brussel op 4 mei 2006.

Voor het College :

Mevr. F. DUPUIS,

Minister, Lid van het College, bevoegd voor Beroepsopleiding en Permanente Vorming van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

B. CEREXHE,

Minister-Voorzitter van het College

BIJLAGEN

Bijlage I. — Toegestane uitgaven ter verantwoording van de werkingskosten die gedekt worden door de jaarlijkse toelage toegekend aan de erkende centra voor permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

1. De in artikel 9 van dit besluit bedoelde verplaatsingskosten
2. De kosten verbonden aan de examens, met inbegrip van de in artikel 8 bedoelde presentiegelden
3. De verzekeringskosten
4. De kosten in verband met de interne administratieve en boekhoudkundige prestaties van het Centrum
5. De kosten voor extern revisoraat
6. De kosten voor het sociaal secretariaat
7. De kosten gekoppeld aan het gebruik van de lokalen (water, elektriciteit, verwarming)

8. De kosten voor de bevoorrading van grondstoffen en benodigdheden die rechtstreeks verband houden met de basisopleiding
9. De kosten voor de in artikel 5 van dit besluit bedoelde uitrusting
10. De kosten voor het onderhoud en het herstellen van het schoolmeubilair en -materiaal, het didactisch materiaal en de uitrusting voor werkplaatsen en laboratoria
11. De bureaunkosten
12. De publiciteits- en promotiekosten
13. De telecommunicatiekosten (telefoon, fax, fiscale zegels,...)
14. De kosten verbonden aan de fiscale bedrijfslasten
15. De kosten voor ondersteuning en consultancy op het gebied van informatica
16. De kosten voor bewaking en toezicht
17. De kosten voor erelonen van advocaten
18. De kosten verbonden aan het consortium voor de validering van de competenties
- Gezien om bij het besluit van 4 mei 2006 te worden gevoegd.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

B. CEREXHE,
Minister-Voorzitter

Mevr. F. DUPUIS,
Minister bevoegd voor Beroepsopleiding en Permanente Vorming van de Middenstand
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

Bijlage II. — Salarisschalen voor hoofdvormingswerkers

De hoofdvormingswerkers zijn deze die bedoeld worden in het reglement van 29 juni 2000 dat van toepassing is op de hoofdvormingswerkers van het IFPME-netwerk en op 1 september 2000 van kracht is geworden.

Anciënniteit	Jaarsalaris op 01/09/2005	Maandsalaris op 01/09/2005
0	27 298,31	2 274,86
1	28 055,84	2 337,99
2	28 813,35	2 401,11
3	29 570,85	2 464,24
5	30 813,27	2 567,77
7	32 055,67	2 671,31
9	33 298,12	2 774,84
11	34 540,52	2 878,38
13	35 782,91	2 981,91
15	37 025,31	3 085,44
17	38 267,73	3 188,98
19	39 510,12	3 292,51
21	40 752,52	3 396,04
23	41 994,94	3 499,58
25	43 237,34	3 603,11
27	44 479,76	3 706,65

Deze bedragen worden geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende de inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld en worden gekoppeld aan de spilindex 1,3728 van 1 september 2005.

Gezien om bij het besluit van 4 mei 2006 te worden gevoegd.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

B. CEREXHE,
Minister-Voorzitter

Mevr. F. DUPUIS,
Minister bevoegd voor Beroepsopleiding en Permanente Vorming van de Middenstand
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

Bijlage III. — Salarisschalen voor de vormingswerkers « algemene kennis »

De vormingswerkers « algemene kennis » zijn deze die bedoeld worden in het reglement van 16 december 1999 dat van toepassing is op de vormingswerkers van de permanente vorming en op 1 januari 2000 van kracht is geworden.

Anciënniteit	Salarisschaal op 01/09/2005
0	2 150,86
1	2 181,80
2	2 212,77
3	2 243,61
5	2 294,47
7	2 346,18
9	2 397,97
11	2 449,70
13	2 553,25
15	2 656,77
17	2 760,29
19	2 863,84
21	2 967,36
23	3 070,91
25	3 174,43
27	3 277,97

Deze bedragen worden geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende de inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld en worden gekoppeld aan de spilindex 1,3728 van 1 september 2005.

Gezien om bij het besluit van 4 mei 2006 te worden gevoegd.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

B. CEREXHE,
Minister-Voorzitter

Mevr. F. DUPUIS,
Minister bevoegd voor Beroepsopleiding en Permanente Vorming van de Middenstand
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

Bijlage IV. — Salarisschalen voor de educatieve medewerkers

De educatieve medewerkers zijn deze die bedoeld worden in het reglement betreffende de educatieve medewerkers van 20 december 2001.

Anciënniteit	Jaarsalaris op 01/09/2005	Maandsalaris op 01/09/2005
0	22 223,75	1 851,98
1	22 966,53	1 913,88
2	23 709,31	1 975,78
3	24 452,05	2 037,67
5	25 670,38	2 139,20
7	26 911,35	2 242,61
9	28 154,26	2 346,19
11	29 396,07	2 449,67
13	30 638,46	2 553,21

15	31 880,83	2 656,74
17	33 123,19	2 760,27
19	34 365,56	2 863,80
21	35 607,95	2 967,33
23	36 850,32	3 070,86
25	38 092,68	3 174,39
27	39 335,07	3 277,92

Deze bedragen worden geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende de inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld en worden gekoppeld aan de spilindex 1,3728 van 1 september 2005.

Gezien om bij het besluit van 4 mei 2006 te worden gevoegd.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

B. CEREXHE,
Minister-Voorzitter

Mevr. F. DUPUIS,
Minister bevoegd voor Beroepsopleiding en Permanente Vorming van de Middenstand
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

Bijlage V. Salarisschalen voor de lesgevers

De bruto-uurkosten van de lesgevers zijn de volgende :

1. leertijd : € 21,26
2. ondernemersopleiding : € 25,16
3. voortgezette opleiding : € 32,50

Als de lesgevers zelfstandige zijn, worden de salarisschalen met 30 % verhoogd.

Gezien om bij het besluit van 4 mei 2006 te worden gevoegd.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

B. CEREXHE,
Minister-Voorzitter

Mevr. F. DUPUIS,
Minister bevoegd voor Beroepsopleiding en Permanente Vorming van de Middenstand
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 2492

[C - 2008/31382]

29 JUIN 2006. — Arrêté 2005/120 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle

Le Collège,

Vu le décret du 27 avril 1995 de l'Assemblée de la Commission communautaire française relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle;